



PREFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

Direction de la stratégie et des moyens

Service du développement territorial

Bureau de l'aménagement durable

**INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**  
**Arrêté Préfectoral portant mesures d'urgence dans  
l'attente d'exécution complète des conditions imposées à  
l'exploitation**

**SAS CHANFRAU ENVIRONNEMENT**

**Commune de SEMEAC**

**Le Préfet des Hautes-Pyrénées,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le titre I<sup>er</sup> du livre V de la partie législative du code de l'environnement notamment son article L.512-20 qui stipule :

*« En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités.*

*Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente » ;*

**Vu** le titre 1<sup>er</sup> du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 06 janvier 1992 à la SARL CHANFRAU pour l'exploitation, sous la rubrique 286, d'un établissement de récupération de métaux ferreux et non ferreux au lieu-dit « Les Bois Ouvrés » sur le territoire de la commune de SEMEAC ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008170-01, portant agrément n° PR 65 00008 D, délivré le 18 juin 2008 à la SARL CHANFRAU RECYCLAGE pour l'exploitation d'une installation de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (centre VHU) au lieu-dit « Les Bois Ouvrés » sur le territoire de la commune de SEMEAC ;

**Vu** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant et de raison sociale délivré en date du 07 juin 2012 à M. Antoine BARBES, président de la SAS CHANFRAU ENVIRONNEMENT.

**Vu** l'arrêté de mise en demeure n° 2011202-06 pris en date du 21 juillet 2011 à l'encontre de la SARL CHANFRAU Recyclage relatif aux non conformités concernant le fonctionnement du centre VHU (dépollution et démontage de véhicules hors d'usage) exploité sur le territoire de la commune de SEMEAC ;

**Vu** l'arrêté de mise en demeure n° 2013042-0011 pris en date du 11 février 2013 à l'encontre de la SAS CHANFRAU ENVIRONNEMENT relatif au non respect de certaines dispositions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 janvier 1992 concernant l'installation de transit de déchets de métaux exploitée sur le territoire de la commune de SEMEAC ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées, en date du 24/09/13, faisant suite à une visite d'inspection du 18/09/13 des installations de transit de déchets de métaux et de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (centre VHU) exploitées par la SAS CHANFRAU ENVIRONNEMENT au lieu-dit « Les Bois Ouvrés » à SEMEAC.

**Considérant** qu'il ressort de l'inspection du 18/09/13 que les conditions d'exploitation des activités sur le site, par la SAS CHANFRAU ENVIRONNEMENT, ne permettent pas de protéger les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la gravité des atteintes aux intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, liées à la gestion des eaux pluviales du site par la SAS CHANFRAU ENVIRONNEMENT, porte notamment sur :

- la mauvaise gestion des eaux pluviales du site pour lesquelles il a été constaté un impact significatif par les hydrocarbures (huiles usagées noirâtres) dans le bassin de rétention,
- la présence de divers déversements d'huiles usagées et de matières contenant des hydrocarbures sur les aires de stockage des déchets de métaux et des véhicules hors d'usage ainsi que sur l'emplacement dédié à la dépollution des VHU ;

**Considérant** le caractère d'urgence de faire cesser le rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel et de procéder au nettoyage de l'ensemble du réseau des eaux pluviales du site (aires de stockage des déchets, canalisations, bassin de rétention, déshuileur) ;

**Considérant** qu'il est nécessaire que l'exploitant mette en place une surveillance des eaux souterraines au droit du site ;

**Considérant** qu'il convient, sans attendre l'avis du prochain Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, d'imposer par voie d'arrêté préfectoral d'urgence un certain nombre de mesures à mettre en œuvre permettant même de sauvegarder les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture des Hautes-Pyrénées

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

La SAS CHANFRAU ENVIRONNEMENT est tenue, à compter de la date de notification du présent arrêté, de :

- ne plus rejeter les eaux pluviales dans le milieu naturel (la vanne d'isolement en sortie du déshuileur doit être maintenue en position fermée et obturer le trop-plein du bassin),
- procéder au nettoyage de l'ensemble des aires de stockage des déchets de métaux et des canalisations des eaux pluviales du site,
- faire réaliser une analyse des eaux pluviales stockées dans le bassin. Les substances recherchées porteront sur les métaux lourds (arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, plomb, nickel et zinc), les composés aromatiques volatils (BTEX), les hydrocarbures aromatiques polycycliques et les hydrocarbures totaux (C5 – C40),
- vidanger et nettoyer le bassin de rétention des eaux pluviales et l'ouvrage de traitement de ces eaux (déshuileur). Les déchets récupérés sont éliminés vers une installation dûment autorisée à cet effet. Les bordereaux de suivi de ces déchets sont tenus à disposition sur le site.

**ARTICLE 2 :** La SAS CHANFRAU ENVIRONNEMENT est tenue, à compter de la date de notification du présent arrêté, de mettre en œuvre une surveillance des eaux souterraines à partir de 3 piézomètres au minimum. Pour ce faire une étude est transmise, sous un délai de 8 jours, à l'inspection des installations classées justifiant les éléments suivants :

- l'emplacement des piézomètres (a minima 1 en amont hydraulique de la nappe souterraine et 2 en aval). L'emplacement de ces ouvrages tient compte du périmètre du site ;
- le sens d'écoulement de la nappe ainsi que son niveau haut et bas ;
- l'utilisation par les tiers de cette eau et la présence de captages d'eau publics et privés proches du site.

L'exploitant procède à une analyse des eaux de la nappe dans les 3 ouvrages de prélèvement. Les substances recherchées porteront sur les métaux lourds (arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, plomb, nickel et zinc), les composés aromatiques volatils (BTEX), les hydrocarbures aromatiques polycycliques et les hydrocarbures totaux (C5 – C40),

Les résultats des premières analyses sont transmis à l'inspection des installations classées sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, accompagnés le cas échéant d'un plan d'actions.

**ARTICLE 3:** Les travaux et études nécessaires pour satisfaire aux dispositions ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

**ARTICLE 4:** Le présent arrêté sera affiché à la mairie de SEMEAC pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le maire de cette commune.

**ARTICLE 5:** La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de PAU (Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir le jour où la présente décision est notifiée.

**ARTICLE 6 :**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture,  
M. le Maire de la commune de SEMEAC,  
M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
les inspecteurs des Installations Classées placés sous son autorité

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée :

- pour notification, à:

- M. Antoine BARBES, Président de la SAS CHANFRAU ENVIRONNEMENT

Tarbes, le 26 septembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Alain CHARRIER